

FACE A L'ARBITRAIRE DE NOS DIRECTIONS, UNE SEULE ARME: LA SOLIDARITE !

La Poste a instruit à l'égard de Didier Céchella, militant de SUD-PTT à Tours Marceau CDIS, le 10 juin 2011, un conseil de discipline dont l'essentiel des motifs reposait sur des éléments à charge visant à «prouver» son état de rébellion constante. En fait, il s'agissait de «se payer» un syndicaliste.

En découvrant la litanie de reproches bidons faite à notre collègue, on pouvait même penser que les cadres extrémistes de Tours Marceau étaient les «pauvres victimes» de cette pitoyable cabale.

C'est dans cet esprit violemment anti-syndicaliste et désireux de maintenir un climat de terreur vis-à-vis de nos collègues du principal bureau de distribution de courrier d'Indre et Loire, que le conseil de discipline s'est tenu, pendant que plus de 70 personnes s'étaient rassemblées au bas de la DOTC pour soutenir notre camarade et ses défenseurs et que près de 1500 personnes avaient signé une pétition par solidarité.

4 heures de débats pour rien...

Malgré près de 4 heures de débats et l'opposition de toutes les organisations syndicales présentes (SUD,

CGT, FO), le conseil de discipline, à la botte d'Her Tibi, le directeur de la DOTC, «propose» une sanction de 6 mois de suspension de traitement (dont 4 avec sursis).

Début juillet, Her Tibi prend sa décision (le conseil de discipline n'a qu'un rôle consultatif).

Ce sera bien 6 mois de suspension de traitement, mais avec 3 mois fermes ! Pour bien passer l'été, Her Tibi a du se dire qu'un mois de suspension de salaire de plus pour notre collègue serait parfait ! Comme ça, il pourra manger, avec ses mêmes, des patates tout l'été !



Pour les centaines de collègues qui ont soutenu Didier, cette décision est un scandale et montre tout le mépris que ces gens là (nos dirigeants) peuvent avoir pour les grouillots que nous sommes. Elle symbolise l'arbitraire le plus total surtout pour nos collègues de Tours Marceau pour qui la place en conseil de discipline aurait du tout naturellement être occupée par Fabre (le DET de Tours Marceau) et sa bande de nervis... Quant à Tibi, ce type dont les simples primes dépassent à elles seules le salaire annuel de notre collègue Didier Cechella, on se dit qu'il ne doit plus se sentir dans sa «toute puissance» et sa pitoyable vacuité...

Tout ce que nous avons appris, nous, c'est que la classe ouvrière sait montrer de la patience et sait se souvenir des coups bas qu'elle a subi. Ceux qui se sentent intouchables aujourd'hui seront peut être chiffons de papier demain ...

SOMMAIRE :

Page 2 : solidarité Didier, Visa

Page 3 : Sncf: ligne tours-chinon

Page 4: Poste, Dnsi 37

Page 5: manif contre violences le 5 novembre

Page 6 : Le Pavé à Tours, résultats élections FP

Page 7 résultats élections FP

Page 8 : santé au travail

.... suite

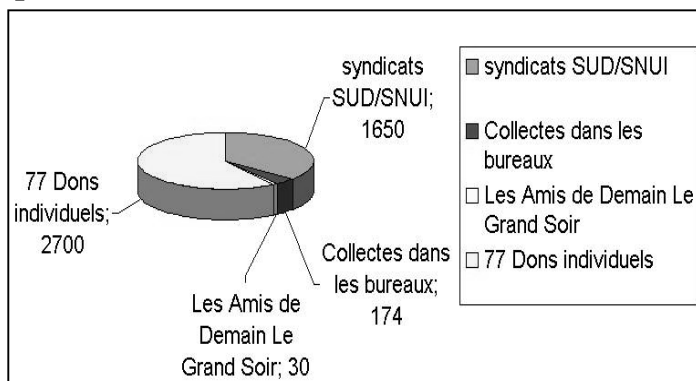
Place à la riposte !

En attendant, nous avons organisé la riposte :

- Un recours devant le Conseil Supérieur de la Fonction Publique a été instruit.
- Un recours devant le Tribunal Administratif a été déposé.
- Un appel à la solidarité financière a été lancé.

77 personnes (plus des collectes collectives dans trois bureaux distri dont Tours Marceau), quatorze syndicats SUD, le SNUI 37 et même une association (les Amis de Demain le Grand Soir/Radio Béton) ont répondu présent(e)s ! Parmi les 77 personnes, des adhérent(e)s de SUD, mais aussi des collègues de travail non syndiqué-es, les dons individuels allant de 10 à 200 euros (pour un retraité) ! Face à l'arbitraire de patrons qui se sentent tout permis, nous avons répondu par la seule riposte qui vaille, celle de la solidarité ouvrière !

Aujourd'hui, nous sommes extrêmement fiers et heureux de pouvoir annoncer que l'intégralité des salaires de Didier Céchella lui a été versée grâce à cette mobilisation exemplaire (dont l'essentiel s'est déroulée au cours du mois de juillet, en pleine vacances scolaires !).



C'est une belle manière de répondre au mépris et à la haine de Tibi et de ses clones !

C'est aussi une façon nette de résoudre ainsi l'arbitraire qui, au quotidien, nous étreint: s'organiser et se soutenir mutuellement, telle est la solution.

Organise-toi camarade !



En ces temps de crise capitaliste, tout est permis pour tenter de détourner l'attention de la population des vrais problèmes (chômage, inégalités, spéculation ..) et lui faire miroiter de dangereuses solutions basées sur le racisme et la xénophobie. Une pétition de syndicalistes contre la politique xénophobe du gouvernement et les idées du Front National a été lancée en septembre par VISA* . Elle débute ainsi:

« Mobilisation et vigilance ! »

- *contre la politique xénophobe et discriminatoire de Sarkozy*

- *face au Front National toujours à l'affût*

Nous, syndicalistes, attachés au progrès social, assistons à une grave régression des droits sociaux et à une avancée de la xénophobie, terreau des idées d'extrême droite. Nous vivons et constatons au quotidien :

- *Le développement d'une gestion des salariés par la précarité, dont les premières victimes sont les jeunes et les femmes.*
- *Le gel des salaires et des traitements, la baisse des retraites, réduisant gravement le pouvoir d'achat d'une grande partie de la population ; des centaines de plans de licenciements condamnant jeunes et salariés âgés au chômage.*
- *Le traitement d'exception réservé aux salariés dits «sans papiers »...*

Vous pouvez signer cette pétition en ligne sur <http://petition.tuxreseau.net/>

*Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes, regroupe des militant-es de la FSU, CGT, CFDT et Solidaires

Ligne TOURS/CHINON

Gestion désintégrée = Dilution des responsabilités = Cheminots et Usagers sacrifiés

Le projet de modernisation des installations ferroviaires entre Joué-lès-Tours et Chinon est en réflexion depuis 1997, année de la création de Réseau Ferré de France (RFF) qui devient alors propriétaire du réseau ferroviaire.

RFF, confronté à la montée en puissance du trafic TER, a recherché depuis sa création à réaliser des économies sur le dos du service public ferroviaire. C'est dans ce cadre que naît ce projet de modernisation, financé en grande partie par le Conseil Régional (13 M€ sur 16) dont le seul but est de diminuer les coûts d'exploitation de cette ligne en supprimant du personnel (-30 emplois).

Mais comme cela ne suffisait pas, d'autres sources d'économies sont trouvées en fermant la ligne pendant les travaux, permettant l'intervention d'entreprises privées pour les réaliser, et en anticipant de plusieurs mois la suppression des emplois de cheminots, liés à l'exploitation de la ligne et au démontage des anciennes installations (ADC détachés, personnel des PN en reconversion, suppression des postes infra circulation...).

C'est dans ce cadre que ces travaux commencés en 2008 devaient s'achever fin août 2011. Mais un logiciel défaillant, conçu par la société Thalès, remettant en cause la sécurité (système de comptage d'essieux), est à l'origine du report de la réouverture de la ligne. Aujourd'hui, cette société a, d'après ses dires, résolu le problème.

Mais pour autant, aucune perspective de réouverture définitive n'est avancée !

Les propos tenus par le représentant de RFF, les explications embarrassées et quelques peu décalées des responsables de la SNCF, ont montré à quel point les contraintes budgétaires, les nouvelles structures de fonctionnement, la multiplicité des interlocuteurs complexifient le système ferroviaire au détriment des cheminots et du service public ferroviaire que nous faisons vivre au quotidien pour nos usagers.

Lors du CER du 23 août dernier, les Représentants du Personnel de la région Centre ont proposé que la ligne soit remise en circulation avec un plan de transport « adapté » afin de répondre au mieux aux besoins de transport ferroviaire. Même si cette proposition n'était pas totalement satisfaisante, elle permettait de remettre en circulation au moins 4 Allers-Retours quotidiens à compter du 15 octobre, proposition ayant suscité l'intérêt de la direction régionale pour la rejeter ensuite...

La priorité aujourd'hui est la recherche des responsabilités entre les différents intervenants, pour déterminer qui doit assumer le surcoût lié au report de la réouverture (service de substitution par autocars, embauche de CDD pour le remplacement des agents des P N... ne parlons pas de l'indemnisation des voyageurs, celle-ci n'est même pas envisagée !...), plutôt que de tout mettre en œuvre pour rétablir la circulation des trains le plus rapidement possible.

Au mieux et sans garantie ferme, la direction annonce la réouverture de la ligne au trafic ferroviaire pour le 11 décembre, jour de la mise en œuvre du service annuel 2012 et tout le chambardement que cela suppose (voir expression des OS sur le sujet). Au pire, les trains circuleront à nouveau entre Tours et Chinon le 15 janvier, voir le 15 février 2012, avec comme seul moyen de substitution des cars qui viennent s'ajouter à un trafic routier rendu très difficile sur l'agglomération de Tours en raison des travaux liés au tramway.

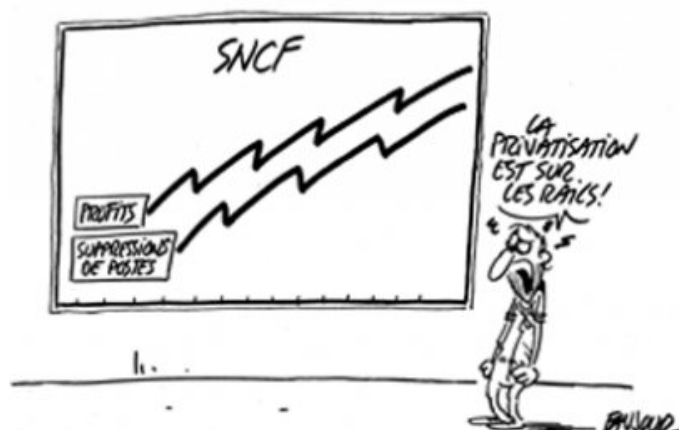
La preuve en est, une nouvelle fois, des aberrations que la direction SNCF fait subir aux cheminot-e-s, mais aussi aux usagers du ferroviaire.

Cheminots et usagers, nous faisons les frais de la gestion par activité, fer de lance de la Direction SNCF, et de la dilution des responsabilités qu'elle entraîne. La mise en place d'un trafic par activité est aujourd'hui un frein au développement du service public ferroviaire.

Les questions sur l'environnement nécessitent de faire des choix sur les modes de transport les moins polluants.

Les réformes successives du système ferroviaire rendent de plus en plus complexes et opaques les processus de décisions et le partage des responsabilités.

C'est pour ces raisons que l'EPIC SNCF, entreprise publique de service public, doit être gérante de l'intégralité du système ferroviaire, pour assurer un service public de qualité que les usagers attendent et être ainsi garante de l'intérêt général.



DU VERT POUR VOIR ROUGE

De nouveaux timbres de couleurs différentes seront émis pour chacun 4 premiers niveaux de poids (20, 50, 100 et 250gr) de chaque produit (lettre prioritaire : timbre rouge, lettre verte : timbre vert, ecopli : timbre gris) et 2 pour l'étranger (timbre bleu), soit 14 timbres avec pour seule mention le grammage. A défaut d'affichage, l'utilisateur devra mémoriser le prix de chaque timbre.

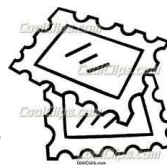
Ce sera une vraie escroquerie.

Ex : pour une lettre prioritaire de 50 à 100 gr, 3

timbres à 0.58 (tarifs actuels) sont largement suffisants (il y a 34 cts en trop (1.74 pour 1.4€)) alors **qu'à défaut d'avoir le timbre correspondant au poids et d'en connaître le tarif**, l'utilisateur pourrait être amené à coller 5 timbres rouges de 20g (5X20g = 100g) soit 1.5€ en trop. (2.9 pour 1.4€).

Pour un ecopli de 100 g à 250 g, l'arnaque pourrait monter jusqu'à 5.94€. (13 timbres verts de 20 g x 0.53 pour 0.95€).

On n'est pas encore daltoniens, mais La Poste, elle, sait en tout cas s'en inspirer...



LA POSTE NE MANQUE PAS D'AIR :

Chaque établissement ainsi que chaque organisation syndicale a reçu de la Direction une affiche (difficile de faire plus grand) avec en titre :

« leur faute : avoir enfreint à leur serment :

103 licenciements ou révocations en 2010

« Avec le détail des motifs dans chaque région.

Puis en conclusion : « un postier prête serment, c'est toute la poste qui donne sa parole **MAIS un postier qui ne respecte pas sa parole, c'est toute la poste qui est suspectée** ».

La Poste, qui ne paie pas ses heures supplémentaires, reconnue par tous les Conseils Prud'hommes comme TRAVAIL DISSIMULE, voudrait se faire passer pour la blanche colombe. ELLE, qui a aussi

enfreint la loi pendant des années sur tous les contrats des salarié-es, se pose en donneur de leçon !!!

ELLE, qui

« prêche » l'écologie quand ça l'arrange : plutôt que

de gaspiller du papier glacé dans ses affiches, elle aurait du investir l'argent dans nos salaires. Elle a vraiment de l'argent à jeter par les fenêtres !! Après ils viendront nous expliquer que c'est à nous de contribuer aux économies.

Y'a des claques qui se perdent !!!



d'ailleurs nous sommes d'ici

Le premier festival de D'ailleurs nous sommes d'ici 37 a eu lieu à Tours les 23 et 24 septembre salle Raspail.

Le collectif DNSI * 37 (Ligue des Droits de l'Homme 37, NPA 37, Collectif Antiracisme 37, RESF 37, Solidaires 37, ATTAC 37, Alternative Libertaire 37, FSU 37, Chrétiens-Migrants), avait fait un pari un peu fou de réussir une telle initiative à 3 semaines de la « rentrée » ! Pari réussi ...

Se sont succédés pendant 2 jours, conférences, spectacles (danse, chansons, rap, slam), projection de courts métrages avec débat, expositions, librairie...dans un cadre convivial . C'était une première expérience réussie:

- Le débat du vendredi soir, réunissant au moins 130 personnes de milieux divers a permis de retracer la construction et l'utilisation de la « figure de l'étranger » à la fin du XIXème siècle en réponse aux luttes des travailleurs en France, de mettre un projecteur sur l'exclusion et les violences faites aux Roms, nouveaux parias en France et en Europe. Le groupe Visa n'ayant pas pu être présent, a toutefois été présenté et a permis un débat sur la place du racisme dans le milieu syndical.

Une délégation du collectif des sans papiers tourangeaux était présente et son intervention émouvante fut très applaudie.

- Le samedi, même s'il a moins rassemblé de personnes qu'espéré, a permis à des personnes directement soumises au racisme quotidien de prendre part à la discussion.

Les quelques camarades de Solidaires 37 présent-es, espèrent voir notre syndicalisme « différent » s'épanouir lors des prochaines initiatives par une implication plus forte de l'ensemble des syndicats de Solidaires37.

***Pour toute info sur DNSI national: www.dailleursnousoussommesdici.org**



Pub!

Solidaires 37 vient d'éditer cette petite brochure de 12 pages destinée à aider les salariés les syndicalistes, à comprendre l'origine des souffrances au travail, d'expliquer les modifications des techniques de gestion du personnel pour exploiter davantage, de reconnaître les signes de cette souffrance, et surtout de donner des pistes pour agir .

Un regard particulier est porté sur les violences faites aux femmes au travail.

Disponible sur le site de Solidaires 37 vous pouvez aussi vous la procurer auprès de votre syndicat ou auprès de: [solidaires37@orange .fr](mailto:solidaires37@orange.fr)



Contre les violences faites aux femmes:



manif nationale
le 5 novembre 2011 à
Paris

L'affaire DSK aura eu au moins un mérite: faire la démonstration « puissance 10 » de comment les médias, les politiques et nos chères élites abordent le sujet de la violence faite aux femmes.

En résumé, c'est le déni total! Tous (ou presque) du côté du « mâle », les réflexions allant des propos méprisants à l'encontre de la victime jusqu'aux insultes.

De plus, cette affaire ultra médiatisée ne doit pas faire oublier les millions de femmes anonymes victimes des mêmes violences, qui vont de la main aux fesses et du sifflet méprisant dans la rue jusqu'au meurtre, en passant par le viol.

Afin de dénoncer ces violences, plusieurs réunions unitaires nationales se sont tenues cet été, qui ont abouti à l'élaboration d'un appel national « **Contre les violences, au pays des droits de l'homme où sont les droits des femmes?** »

Pour lutter contre ces multiples violences qui ne sont pas une fatalité, cet appel exige des lois cadres ambitieuses et réellement appliquées; des campagnes de sensibilisation, d'information permanentes et non ponctuelles; la mise en place d'une éducation non sexiste à tous les stades de l'éducation nationale; etc.

Sur la base de cet appel, une manifestation nationale est organisée à paris le 5 novembre.

Localement des réunions unitaires, à l'initiative de l'Union Syndicale Solidaires 37 (à laquelle appartient SUD) se sont tenues afin de préparer cette échéance et essayer d'organiser un départ collectif.

Un bus unitaire partira de Tours
à 9h30 Place Loiseau d'Entraigues

Tarif: 12 euro Salariés-es
5 euro Précaires, chômeurs-euses, étudiants-es

Inscrivez vous avant le 2 novembre
(dernier délai++) auprès de :
fsu37@fsu.fr ou 06 63 02 88 60



Invitation de Sud Santé Sociaux

Du 20 au 26 novembre à Tours, les Coopératives d'Education Populaire **Le Pavé et L'Engrenage** vous présentent leurs stages, leurs petits contes politiques et autres récits non-autorisés, et leurs ateliers.

SUD Santé Sociaux organise avec Le Pavé une conférence gesticulée le mercredi 23 novembre à 20h à la Maison des syndicats, à St Avertin. (Camusière). 4€ / 8€ Billeterie sur place dès 19h15.



"Une autre histoire du management, exploiter mieux pour gagner plus »

Avec Alexia Morvan et Annaïg Mesnil. La loi de 2002 a commencé à étendre au secteur des services publics le cauchemar de l'entreprise : évaluation permanente, productivité accrue, rationalité schizophrène... et la « démarche qualité » comme outil pervers. Le management nous a privé de ce qui nous était le plus cher : le sens de notre travail. Nous «participons», ils profitent.

Faites circuler l'info!!! et réservez votre soirée!

Elections Fonction Publique: enseignement agricole

Pour la première fois, notre syndicat Sud Rural remporte, avec 10% des voix, un siège lors des élections du CTREA (Comité technique régional de l'enseignement agricole).

Représentativité acquise donc!

	suffrages	sièges
FSU	392	7
SUD	52	1
FO	78	1
	522	10

Élections Fonction Publique: CHU et santé

Comité Technique d'Établissement CHU

CTE	2011 37,66% de votants	Nbre de sièges	2442 exprimés sur 6642 inscrits
SUD	43,58%	11	1064
CGT	19,04%	4	465
CFDT	10,48%	0	256
FO	10,07%	1	246
CFTC/UNSA	8,59%	1	210
CGC	8,23%	1	201

Sur le CHU, SUD reste le premier syndicat largement devant les autres organisations. Le regroupement de la CFTC/Unsa leur permet de sauver leur représentativité.

La CFDT disparaît du CTE donc n'est plus représentative au CHU.

Les hospitaliers-es ont largement soutenu les syndicats les plus actifs et revendicatifs (Sud +Cgt).



Dans le département, Sud garde aussi la première place.

Nous progressons sur Amboise/ Château Renault, Luynes, Ste Maure, Joué les tours, Louis Sevestre. Nous nous installons à Bléré, l'Île Bouchard, Richelieu. A noter une baisse significative du nombre de votants (700 votants en moins!). Même si toutes les orgas percent en voix, c'est Sud qui en pâtit le plus.

Le fait qu'il n'y ait qu'un tour n'a pas incité les directions à inciter au vote.

Commissions Paritaires départementales

	2011	Nbre de sièges (33)	4310 exprimés sur 8981 inscrits
SUD	37,49%	14	1616
CGT	22,48%	7	969
CFDT	12,11%	4	522
FO	16,63%	6	717
CFTC/UNSA	5,89%	0	254
CGC	5,38%	2	232

Élections Fonction Publique: la poste

Comité technique Local	
SUD	19,66 %
CGT	34,84 %
FO	23,09 %
CFDT	14,2 %
CGC/UNSA	8,21 %

L'élection se déroulait sur 3 départements: 37/41 et le 18. Sud Ptt progresse de 0,7% et reste la 3ème organisation syndicale derrière la CGT et FO. La CFDT poursuit sa chute.



Élections Fonction Publique: Trésor et impôts

Comité Technique Local: 90, 19 % de votants			
	voix	%	sièges
CFDT	63	7,52%	0
CFTC/UNSA	93	11,11%	1
CGT	263	31,42%	3
FO	162	19,35%	2
Union SudTrésor Solidaires	256	30,59%	3

L'enjeu était grand pour ce secteur car la fusion entre les impôts et le trésor pouvait modifier le paysage syndical (Sud majoritaire aux impôts, CGT majoritaire au Trésor).

Bonne nouvelle, Solidaires reste en première position dans le département et garde sa représentativité au niveau national. (2ème place derrière la CGT)

Élections Fonction Publique: Education nationale

Comité technique spécial d'Indre et Loire									
Électeurs	Tx participation	exprimés	UNSA	CGT	FO	CFTC	CFDT	Sud	FSU
7864	41,77%	3147	714	200	501	62	203	210	1254
			3 sièges	0	2	0	0	0	5

Élections Fonction Publique: INRA

Comité technique national, scrutin en d'Indre et Loire						
Électeurs	Tx participation	exprimés	CGT	CFTC	CFDT	Sud
540	55%	297	53	115	69	60
			17,84%	37,72%	23,32%	20,20%

Des milliers de travailleurs victimes des pesticides

Les agriculteurs ne sont pas les seuls à risquer de développer certaines pathologies (différents cancers : estomac, prostate, vessie, cerveau 3, lèvres, lymphomes4., leucémies, sein5 ; maladies de Parkinson et d'Alzheimer) liées à l'exposition de certains produits phytosanitaires; les salariés des usines de traitement du bois, les dockers, les douaniers, es magasiniers, les chauffeurs routiers, les logisticiens... sont aussi touchés.

Les faits relatés en septembre 2011 par le dossier de presse* présenté par Génération Future, Phyto



Victime, ATTAC et Solidaires sont très préoccupants. Pour exemple, en février 2008, pour des raisons d'économie les dirigeants de la société Eolys en Bretagne (entreprise d'agro-alimentaire spécialisée dans le stockage des céréales), rachetée ensuite par Triskalia, ont, suite à une

mauvaise décision, utilisé des pesticides contenant du dichlorvos1 (NUVAN TOTAL interdit depuis juin 2006 , NUVAGRAIN) pour désinfecter un hangar contenant du blé. Les précautions d'emploi n'ont malheureusement pas été respectées (dosages trop élevés),

de nombreux salariés connaissent depuis de lourds problèmes de santé. Malgré des témoignages accablants la déclaration d'accidents de travail de nombreux arrêts de travail, la société ne voit arrêter son activité que pendant 15 jours. C'est le dépôt de plainte des salariés qui va provoquer l'intervention du CHSCT qui constate en effet des doses trop élevées de pesticides. Mais depuis, certains salariés malades, déclarés inaptes ont été licenciés...

Plus généralement on s'aperçoit que l'emploi généralisé de fongicides et pesticides pour protéger les denrées alimentaires ou végétales expose fortement tous les travailleurs.

Les salarié-es et leur syndicat Solidaires considèrent que les agissements passés et l'attitude actuelle des dirigeants des entreprises agroalimentaires sont susceptibles de causer de lourds préjudices tant du point de vue social, sanitaire qu'environnemental (des responsables de l'ONF ont constaté des mortalités anormales de certains animaux sauvages autour de l'usine et des éleveurs auraient eu des animaux malades suite à l'ingestion des aliments fournis par l'entreprise) **et représentent aussi un danger pour la santé publique.**

Source : : Dossier de presse : **Après les agriculteurs, des salariés de l'agroalimentaire victimes des pesticides... à qui le tour ? Septembre 2011*

CONTACTS SOLIDAIRES / SUD :

SUD PTT	Tél : 02 47 85 11 11 Fax : 02 47 85 11 12
SUD Santé sociaux	Tel/fax 02 47 71 00 65 ou 06 15 08 62 22
SUD Education,, SUD Culture, SUD Protection sociale, SUD Alstom, SUD Énergie, SUD France 3, SUD commerces et Services, SUD FPA, SUD Adoma SUD Collectivité territoriales, SNUPFEN, SUD Recherche EPST, SPASMET-météo, SUD rural, SUD Radio France	
18, rue de l'Oiselet La Camusière 37550 Saint Avertin	
SUD Caisse d'épargne	Tel/Fax : 02.47.28.39.94
SUD Rail	11, rue Blaise Pascal 37000 Tours Tél : 02.47.75.09.90 (FAX : 05.23.62)
SUD Étudiants	3, rue des Tanneurs 37000 Tours Tél : 02.47.36.81.07
SUD CAM	CRAM 1 Bd Winston Churchill Tél/Rép./Fax : 02.47.39.84.42
SUD Michelin	B.P. 424 37304 Joué les Tours
SNUI	40, rue Édouard Vaillant 37060 Tours cedex
SNJ	Multimédia NR 232, Avenue de Grammont 37048 Tours cedex

SOLIDAIRES 37

Édité par Solidaires 37
Siège social :
18, rue de l'Oiselet
La Camusière
37550 Saint Avertin
Tel/Fax : 02.47.28.39.94
E-mail :
solidaires37@orange.fr
Site :
<http://www.solidaires37.org>
Directeur de publication :
Jean-Michel Surget